

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22146 - 82ÈME ANNÉE

PEC : derrière la baisse des crédits, la stratégie de recentralisation de Paris dans l'océan Indien

L'enjeu du contrôle total de La Réunion pour sauver les intérêts de la France en Afrique

La baisse des PEC révèle une stratégie où Paris transfère aux communes le coût social du chômage tout en conservant la maîtrise des politiques publiques. Cette recentralisation intervient alors que l'influence française recule en Afrique de l'Ouest et à Madagascar, où les liens avec la Russie se renforcent. La visite du Premier ministre à Mayotte les 26 et 27 août s'inscrit dans cette volonté de préserver les positions stratégiques de Paris en Afrique. Paris ne veut aussi rien lâcher dans sa politique de confrontation avec la Russie. Son contrôle sur La Réunion lui offre gratuitement une base militaire ainsi qu'un statut de grande puissance lui donnant un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU avec droit de veto.

Le 20 mai, les maires de La Réunion manifestaient devant la préfecture contre la diminution des financements de l'État pour les contrats aidés. Depuis, les communes avancent en ordre dispersé : certaines recrutent pour maintenir les services publics, d'autres les suppriment. Cette désunion pourrait avoir des conséquences bien plus larges que la seule question des PEC. Elle intervient dans un contexte géopolitique où Paris accumule les revers en Afrique et cherche à renforcer ses positions dans les îles africaines de l'océan Indien pour en faire des bases arrières de son influence en Afrique.

Stratégie de recentralisation

La réduction des PEC constitue ainsi un révélateur. Pendant des décennies, l'État a financé le traitement social du chômage réunionnais en permettant aux communes d'employer des travailleurs précaires pour accomplir des missions permanentes. Aujourd'hui, Paris réduit sa

contribution et laisse les collectivités gérer les conséquences. Faute de stratégie commune, certaines communes assument la dépense, tandis que d'autres réduisent les services.

Pour l'État, cette situation peut être politiquement avantageuse. Il réduit ses dépenses tout en transférant aux collectivités la responsabilité des conséquences sociales. Et lorsque celles-ci rencontrent des difficultés financières, le représentant de l'État peut intervenir comme arbitre, voire reprendre la main sur les finances locales.

Cette méthode pourrait-elle être étendue à d'autres domaines ? Le logement constitue un précédent particulièrement inquiétant. Dans un contexte de réduction des dépenses publiques, une baisse des financements nationaux pourrait laisser aux collectivités une part croissante de la gestion du mal-logement. Incapables d'assumer seules une crise qui dépasse largement leurs moyens, elles seraient alors contraintes de solliciter davantage l'État voire mises sous tutelle, l'État gérant le budget à la place des élus. La décentralisation risquerait ainsi de déboucher sur son contraire : une recentralisation financière et politique.

Paris face au recul de son influence en Afrique et combat la Russie

Cette stratégie ne peut être séparée du contexte international. En Afrique de l'Ouest, la création de l'Alliance des États du Sahel par le Mali, le Burkina Faso et le Niger a accompagné une rupture profonde avec les anciennes relations de dépendance à la France. Ces pays ont renforcé leurs liens avec d'autres partenaires, notamment la Russie.

À Madagascar, le nouveau contexte politique s'accompagne également d'un rapprochement avec Moscou. La présence de l'Africa Corps russe, héritier

de l'ancien Wagner intégré aux structures russes, illustre cette évolution. La Grande Île affirme parallèlement davantage sa souveraineté sur ses ressources et son patrimoine foncier. En juillet 2026, l'Assemblée nationale malgache a adopté une loi prévoyant le transfert à l'État de terrains immatriculés au nom d'étrangers durant la période coloniale, notamment des terrains vacants et non exploités enregistrés avant l'indépendance.

Pour Paris, La Réunion revêt dès lors une importance stratégique vitale. Elle constitue un territoire où la présence française n'est pas contestée, au cœur de l'océan Indien, à proximité de Madagascar riche en minerais stratégiques et des grandes routes maritimes reliant l'Afrique, l'Asie et le Moyen-Orient. Paris ne veut aussi rien lâcher dans sa politique de confrontation avec la Russie. Son contrôle sur La Réunion lui offre gratuitement une base militaire ainsi qu'un statut de grande puissance lui donnant un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU avec droit de veto.

Mayotte, nouvelle pièce du dispositif

La présence française dans les îles africaines de l'océan Indien se trouve également renforcée autour de Mayotte. Paris a annoncé la venue du Premier ministre dans l'île les 26 et 27 août. Cette visite doit notamment réaffirmer la présence de Paris dans un territoire comorien inscrit sans la Constitution de l'Union des Comores.

Le projet français de renforcer les infrastructures militaires à Mayotte s'inscrit dans cette même logique stratégique. Après les reculs enregistrés dans plusieurs pays africains, Paris cherche à consolider ses positions dans l'océan Indien. La Réunion et Mayotte constituent, de ce point de vue, deux points d'appui essentiels pour sa présence militaire et diplomatique dans la région.

Cette évolution donne une dimension supplémentaire à la politique de recentralisation. Alors que Paris entend préserver ses positions stratégiques, les collectivités réunionnaises sont invitées à absorber une part croissante des conséquences sociales de la réduction des dépenses publiques.

L'enjeu dépasse donc largement les PEC

Cette situation entre aussi en résonance avec l'Appel de Fort-de-France de 2022, qui demandait une refondation de la relation entre Paris et les anciennes colonies françaises devenues départements français, ainsi qu'une plus grande capacité de décision locale. Cette stratégie est la réponse de Paris.

Mais l'absence de front commun des collectivités réunionnaises affaiblit cette revendication.

La véritable bataille n'est donc plus seulement celle des PEC. Elle porte sur la capacité des Réunionnais à décider collectivement de leurs priorités, de leurs services publics et de leur développement. Dans un océan Indien en pleine recomposition géopolitique, la désunion locale pourrait devenir le meilleur allié d'une politique de recentralisation venue de Paris.

À l'heure où la France cherche à consolider ses positions de Mayotte à La Réunion, en passant par les routes maritimes de l'océan Indien, une question s'impose : les Réunionnais accepteront-ils que les choix budgétaires de Paris soient décidés en fonction d'intérêts stratégiques lointains, ou construiront-ils enfin une stratégie commune pour défendre leurs propres intérêts ?

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Point de l'Organisation météorologique mondiale

Chaleur record et météo extrême : le climat mondial continue de s'emballer

L'été 2026 dans le Nord confirme une tendance : les épisodes de chaleur extrême, les sécheresses prolongées, les incendies et les pluies torrentielles se multiplient à travers la planète. Pendant que certaines régions de l'hémisphère Nord suffoquent sous des températures exceptionnelles, d'autres subissent des inondations meurtrières.

Selon la NOAA, juillet 2026 a été, à égalité avec juillet 2024, le mois de juillet le plus chaud jamais enregistré. Le service européen Copernicus le classe au deuxième rang, avec une température moyenne mondiale supérieure de 1,47 °C à la référence préindustrielle. Les températures de surface des océans ont, elles, atteint un nouveau record pour un mois de juillet.

Le signal le plus préoccupant réside dans la tendance de fond : les dix mois de juillet les plus chauds jamais mesurés se sont tous produits depuis 2016. Les quatre années 2023 à 2026 occupent les quatre premières places.

Des régions entières confrontées à la chaleur

L'Amérique du Nord, l'Afrique et l'Asie ont connu leur mois de juillet le plus chaud jamais enregistré. En Europe occidentale, la période juin-juillet a battu un record de chaleur et plusieurs pays ont déjà connu plusieurs vagues de chaleur depuis le printemps.

La sécheresse aggrave les conséquences. En France, en Espagne, en Allemagne et au Royaume-Uni, les sols présentent une humidité exceptionnellement faible. Les débits de grands fleuves comme la Seine, le Rhin et le Danube sont fortement diminués, affectant le transport de marchandises, l'agriculture, l'approvisionnement en eau et la production énergétique.

Les océans ne sont pas épargnés. La température de surface des mers hors régions polaires a atteint en juillet son niveau le plus élevé jamais observé pour ce mois. Dans l'Atlantique et en Méditerranée occidentale, des vagues de chaleur marines exceptionnelles menacent les écosystèmes et les populations côtières.

Inondations et incendies

Le dérèglement climatique produit aussi son autre visage : des pluies diluviennes et des inondations. L'Inde, le Bangladesh, le Népal, le Pakistan, la Chine et la Corée du Sud ont été touchés par de violentes précipitations. En Chine, des centaines de milliers de personnes ont dû être évacuées.

Dans le même temps, les incendies prennent une ampleur exceptionnelle. En Europe occidentale, juillet a été marqué par une activité record des feux. En France, les émissions liées aux incendies en 2026 sont déjà comparables ou supérieures à celles des années 2022 et 2023, parmi les plus sévères de ces dernières décennies.

Pour l'Organisation météorologique mondiale, cette succession d'événements rappelle l'importance des systèmes d'alerte précoce et de prévisions fiables. Mais elle souligne surtout une réalité : le réchauffement mondial transforme progressivement les extrêmes climatiques en événements récurrents, avec des conséquences croissantes sur l'eau, l'agriculture, l'énergie, les écosystèmes et les populations.

M.M.

Oté

Dofé dann boi in pé partou é nou, é nou, é nou

Toulézour, dopi la saison sho la komanssé, ni oi dofé dann boi kissoi dann bann péi l'érop, kissoi laba dann l'Amérik épi lo kanada, la télé i amenn anou nouvèl bann gran-gran linssandi. Issi dann sud sé livèr donk nou lé in pé trankil. Mé trankil ziskakan ?

La saison sho épi la saison sèk i tarde pa é dann inn-dé moi nou ossi ni sava konète bann problèm. Kan mi di nou, mi di pa solman La Rényon, mé lo süd an zénéral é pli pré d'nou néna bann maskarègn é zot ossi, an pliss la saison siklone, in saison sèk épi sho i atann azot ossi.

Dabor néna èl ninio : el ninio lé fine arivé sète ané. A sé in fénomène lé éné dann l'osséan passifik avèk in l'èr sho i monte ziska dis kilomète épi i sava dann latmosfèr, avèk in gran risk d'in saison sho in pé partou dann lo sid... Dann nor sré plito in takon la plui la nèz lé riskab arivé apré lla kanikil zot i gingn sé t'an si.

Mé si ni rovien dsi nout Réjyon loséan indien kossa i atann anou ?

Néna kék somenn mwin la antann lé possib lo Dash i vien pa sète ané. Kan la anvoye lo dash an mission, mi rapèl mwin la domann pou kossa la COI i ashète pa in dash pou rann sèrviss bannzil loséan indien, mé pa d'rèponss biensir alé oir nou néna problèm sèshrèss, problèm fé-sho.. Fransh vérité mi oi ankor in foi La Franss i zoué pa son rol dann loséan indien par rapor lo dérègloman klimatik épi son bann konsékanss.

Anfin ki vivra véra. A bon antandèr salu !

Justin